**Zeitschrift:** Schweizer Monatshefte : Zeitschrift für Politik, Wirtschaft, Kultur
**Herausgeber:** Gesellschaft Schweizer Monatshefte
**Band:** 48 (1968-1969)
**Heft:** 6: "Unrast"

**Artikel:** L'agitation estudiante en Suisse romande
**Autor:** Cornu, Daniel
**DOI:** https://doi.org/10.5169/seals-162135

**Nutzungsbedingungen**
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

**Conditions d'utilisation**
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

**Terms of use**
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF:** 16.07.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch**

Die Pflege einer vornehmen oder resignierten oder malkontenten Skepsis gegenüber dem Staat und der Politik mag in Ländern mit entwickeltem Obrigkeitskomplex und entsprechendem Untertanenglauben, in Ländern, wo der Staat aus geschichtlichen Gründen stets als das Fremde, das andere empfunden und wo Politik an Professionals delegiert wird, erklärlich sein, auch wenn sie dort, auch dort, nicht weiter führt. Wir haben von unseren Gegebenheiten her keinen Anlass, sie nachzuahmen.

Versachlichung heisst schliesslich, die allgemeinen, grossen Entwürfe herabstimmen und präzisieren auf das, was im einzelnen unter Berücksichtigung der Gegebenheiten möglich ist. Das heisst sicher Verzicht auf Utopien und revolutionäre Träume, auf den Versuch, grosse Konzepte einer brüderlich egalitären Gesellschaft mit Gewalt — welch ein Widerspruch! — einer widerspenstigen Realität und Mehrheit aufzuzwingen. Aber es heisst, wenn auch mit bescheidenerer Ambition, statt träumen etwas tun.

*Aus einem Vortrag, gehalten vor der Studentenschaft der Universität Basel, 7. Mai 1968.*

# L'agitation estudiantine en Suisse romande

DANIEL CORNU

Les universités de Suisse romande ont passé un semestre agité, emportées par la vague de «contestation» qui déferlait depuis quelques mois sur l'Europe. On ne rendrait pas justice à l'histoire ni même à un passé récent si l'on présentait les manifestations estudiantines comme un phénomène unique et résolument nouveau. Il faut reconnaître néanmoins que la protestation des étudiants s'est exprimée dans un style inhabituel et que ses thèmes débordaient très largement le cadre restreint de l'université.

Evoquer l'agitation estudiantine en Suisse romande au cours du semestre d'été 1968, c'est tenter d'abord d'en définir les points de départ particuliers et d'en discerner les aspects spécifiques. Mais c'est aussi se livrer à une analyse du mouvement dans son ensemble et de ses caractéristiques. Car les universités romandes ont vécu, avec une intensité variable, la double expérience de leur identité et de leur solidarité.

Chacune des quatre communautés estudiantines de Suisse romande avait ses propres raisons de suivre le puissant courant de mise en question de l'Université et de ses structures. Il importe de les décrire avec une certaine précision si l'on veut rendre à chacune son caractère propre.

*Fribourg: un affrontement classique*

Les étudiants de l'Université de Fribourg sont les premiers à manifester leur mécontentement. Cela tient davantage au hasard qu'à une évolution fondamentale plus rapide qu'ailleurs. L'Academia Friburgensis (association générale des étudiants) est au contraire, dans tous les domaines, la moins avancée des associations romandes. Il est significatif que les étudiants soient convoqués pour la première fois en assemblée générale... le 30 janvier 1968. Alors que l'occasion de s'exprimer est donnée régulièrement et depuis longtemps aux étudiants des trois autres universités. Significatifs aussi certains points de l'ordre du jour de cette assemblée: développement de l'information, logement, travail rémunéré, cours polycopiés, etc. Tous ces problèmes ont été résolus depuis des années, de manière satisfaisante sinon définitive, par les autres AGE romandes. L'Academia fribourgeoise en est presque à les découvrir en cette année universitaire 1967—1968. Elle a dix ans de retard.

Un retard qu'elle va combler partiellement à la faveur d'un événement particulier: l'augmentation des taxes de cours décidée par la commission d'économie publique du canton de Fribourg et communiquée le 17 janvier au bureau de l'Academia. Le nouveau barême signifie une augmentation de 82% en deux ans et demi. Les étudiants protestent donc lors de leur assemblée du 30 janvier pour deux raisons principales: une telle décision va à l'encontre des efforts de démocratisation des études entrepris partout ailleurs; elle est impuissante à résoudre le problème financier de Fribourg, seul canton «pauvre» à assumer la charge d'une université. C'est une mesure précaire, témoignant d'une politique à la petite semaine.

Le Département de l'instruction publique ne tient pas compte de cet avis et, le 29 mars, le bureau de l'Academia est informé du maintien de l'augmentation. Ce dernier convoque aussitôt une nouvelle assemblée générale pour le 24 avril et invite les étudiants à ne pas s'inscrire avant que l'assemblée n'ait décidé de la conduite à adopter. C'est l'épreuve de force. L'appel est entendu. La plupart des étudiants suivent les instructions de l'Academia et, le 24 avril, l'Aula magna de l'Université est trop petite pour les accueillir tous.

Le bureau de l'Academia propose de situer le problème particulier des taxes de cours à Fribourg dans le cadre général de l'aide fédérale aux universités. Il soumet en outre à l'assemblée une résolution sur l'information

et une pétition demandant à l'Etat la reconnaissance du droit à la cogestion et à la création immédiate d'une commission paritaire pour étudier les modalités de sa mise en application. Des représentants de l'Action syndicale universitaire ou ASU (mouvement de tendance progressiste, né quelque six ans auparavant à Genève) sont alors les premiers à revendiquer une consultation de la «base»: les propositions du bureau n'émanent pas de l'ensemble des étudiants, mais d'une minorité de «spécialistes» de la politique universitaire; il faut donc convoquer sur-le-champ une assemblée permanente pour élaborer des revendications issues directement de tous les étudiants.

Le ton de cette intervention est nouveau. Il reste sans effet sur les décisions. Les propositions du bureau sont adoptées par les étudiants. Quant à l'augmentation des taxes, le poids de la Société des étudiants suisses (SES, catholique), l'intervention du recteur de l'Université en personne, le professeur Edgardo Giovannini, font pencher la balance: le boycottage des inscriptions est levé dès le lendemain. La vague d'agitation retombe.

Au sein de l'Université pourtant, tout n'est pas dit. Le 5 juin, cent cinquante étudiants discutent à l'Aula, dans le style «Sorbonne», de la réforme de l'enseignement. Les plus extrémistes constituent un «Mouvement de libération» et se mettent à l'école des mouvements de contestation les plus avancés d'Italie, d'Allemagne et de France. L'ASU éclate. Ses membres modérés rejoignent un centre «critique» qui prend l'étiquette de «Troisième Force». Celle-ci parvient à renverser, lors des élections du 11 juin, la traditionnelle et forte majorité du groupe de la SES au conseil de l'Academia et à occuper tous les postes du bureau. Elle s'engage à maintenir un contact permanent avec la base. Pour l'Université de Fribourg, ces événements font figure de révolution.

L'opposition entre les étudiants fribourgeois et les autorités est restée néanmoins relativement classique. Les troubles dans les universités étrangères et la rigidité du milieux fribourgeois lui ont donné un certain relief. Mais il est clair que l'on est loin de la «grande contestation». La remise en question, à travers l'Université, des structures de la société n'est qu'à peine esquissée par la «Troisième Force». Les problèmes strictement universitaires demeurent au premier plan: réforme de l'enseignement, participation des étudiants aux organes de décision, refonte de l'Academia par une décentralisation vers les facultés. De tous les étudiants romands, ceux de Fribourg sont, de loin, les moins «enragés».

### *Genève: à la pointe du mouvement*

Ce sont les étudiants genevois, en revanche, qui sont allés le plus loin. La démarche a été progressive. Au départ, une protestation s'élève à l'Uni-

versité contre la loi sur la démocratisation des études, adoptée par le peuple en décembre 1966 et introduisant pour la première fois en Suisse le système des allocations d'études automatiques. En vertu de cette loi, chaque étudiant qui répond à certains critères économiques et sociaux a droit à un subside sans être obligé de le solliciter. Or la première année d'application de la loi réserva quelques surprises: les bénéficiaires de l'allocation étaient moins nombreux qu'auparavant et les sommes attribuées étaient d'un montant inférieur aux anciennes bourses. Au lieu de démocratiser, la loi renforçait des privilèges.

L'Association générale des étudiants (AGE, de tendance libérale) s'est inquiétée de cette situation à la fin du semestre d'hiver déjà et son bureau a entrepris pendant les vacances de Pâques des démarches auprès du Département de l'instruction publique. Mais cette intervention est restée ignorée de la masse des étudiants. Et dès le premier jour de la rentrée, l'Action syndicale universitaire (qui a abandonné toute responsabilité au bureau de l'AGE et s'est même retirée du conseil en décembre 1967) lance un Comité d'action pour la démocratisation des études, derrière lequel elle va désormais s'effacer entièrement. Le CADE réunit ce jour-là plus de 300 étudiants dans une salle de l'Université et les entraîne dans un vaste mouvement de protestation qui ira en s'amplifiant au cours du semestre.

Délibérément extraparlementaires, les étudiants du CADE obtiennent dans un premier temps une manière de reconnaissance, puisque le chef du Département de l'instruction publique, M. André Chavanne, reçoit leur délégation et répond à leurs premières revendications. Mais les étudiants poussent plus loin. Ils somment M. Chavanne et M. Denis van Berchem, recteur de l'Université, de venir s'expliquer publiquement. Les ponts sont alors rapidement coupés. Les autorités politiques et universitaires disent clairement leur volonté de ne discuter qu'avec la seule AGE, organe représentatif des étudiants et interlocuteur traditionnel.

Le CADE poursuit néanmoins sur sa lancée et adopte une situation résolument marginale par rapport aux structures établies. La loi sur la démocratisation des études n'est qu'un prétexte pour plonger l'Université dans une crise globale. Aux toutes premières heures du mouvement, les meneurs du CADE eux-mêmes n'ont qu'une idée assez imprécise des dispositions exactes de la loi qu'ils entendent critiquer. La tension et le mécontentement résultant de l'application défectueuse ou mal rodée de cette loi offrent en revanche un excellent point d'accrochage pour une action en profondeur. Les revendications directement liées à la loi sont d'ailleurs assez rapidement abandonnées, d'autant plus que l'Etat a donné toutes les garanties d'une amélioration imminente. Et le champ de la critique s'élargit.

Le 13 mai, les étudiants genevois manifestent dans le calme leur solidarité avec les étudiants français. L'initiative vient du CADE. Une pétition

est remise au Consul général de France et un télégramme envoyé à l'UNEF: «Votre lutte est la nôtre...» L'organisation à Genève de Journées de la Défense nationale donne alors aux étudiants une nouvelle plateforme. Ils sortent de l'Université et entraînent dans leur sillage des gymnasiens, des apprentis, de jeunes ouvriers. On passe de la critique de l'université à la critique de la société. Après une démonstration de rue contre l'armée, organisée le 14 mai par quatre organismes de la jeune gauche, après des heurts (relativement bénins) avec la police, la vague d'agitation atteint son sommet avec le «Mouvement du 17 mai» (date de la première réunion commune de tous les jeunes). De grandes discussions ont lieu les 21 et 28 mai dans les salles de l'Université. Un défilé de plus de 1500 participants se déroule le 29, avec des drapeaux rouges et noirs et des slogans sans ambiguité: «Guerre à la paix du travail» (les syndicats étant accusés de collusion avec le patronat), «Pouvoir ouvrier sur la production», «Non à une culture de classe», «Apprentis: main-d'œuvre à bon marché».

A la «locomotive» des Journées de la Défense nationale (que les opposants appellent Journées militaires), le «Mouvement du 17 mai» accroche deux wagons: les limites imposées par le Conseil d'Etat à l'expression dans la rue et le dur matraquage par la police genevoise d'ouvriers espagnols qui ont protesté devant leur consulat, le 4 mai, contre le régime de Franco. Ces événements lui permettent de dénoncer les structures autoritaires et répressives de la société et de découvrir «le véritable visage de la démocratie bourgeoise»; de manifester sa solidarité à l'égard des travailleurs étrangers et de demander pour eux le droit à la libre expression («Travailleurs étrangers et suisses: une classe, un combat»).

Parallèlement, le mouvement se poursuit à l'intérieur de l'Université sous l'impulsion du CADE. Il connaît encore quelques jours fastes lorsque sont décidées la suspension complète de tous les cours et l'organisation, pour le 11 juin, d'un «Dies criticus». Avant cet exceptionnel débrayage, les étudiants ont déclenché par une agitation soutenue une activité fébrile du côté des autorités: dans certaines facultés, des doyens mettent hâtivement sur pied des commissions paritaires tandis que le recteur propose la création d'un groupe de travail composé de professeurs et d'étudiants et chargé d'examiner «les méthodes de l'enseignement universitaire et leur appropriation aux besoins modernes». La situation est paradoxale. Les autorités agissent sous la pression du Comité d'action mais s'efforcent de s'entendre avec l'AGE ou les associations de facultés instituées. 850 étudiants modérés signent une lettre apportant leur caution à cette politique.

L'arrêt des cours fait pourtant suite encore à une proposition du CADE, qui a obligé le recteur, la semaine précédente, à interrompre la traditionnelle et solennelle cérémonie du «Dies academicus». Le 11 juin donc, l'Université entre en dialogue. Les professeurs y participent largement et même

le chef du Département de l'instruction publique. Les discussions organisées par facultés ne permettent pas vraiment le vaste débat souhaité par le Comité d'action. Celui-ci précise pourtant à l'issue de cette journée: «cette forme de participation et de critique est nettement supérieure à celle des commissions paritaires parce que tous les travailleurs universitaires y sont impliqués directement».

A partir du 11 juin, l'agitation s'épuise. Les examens approchent, les vacances aussi. On assiste à une dernière démonstration publique devant l'Hôtel de Ville, avant la séance du Grand Conseil du 28 juin; elle est surtout le fait des étudiants en architecture dont l'Ecole est dans une situation particulièrement critique. Mais il s'agit là du seul fait saillant. Le 14 juin, la réunion du «Mouvement du 17 mai» ne rassemble que quelque 150 jeunes. Plus qu'un sur dix! Le 20, le CADE tient son ultime séance avant l'été. Un certain désarroi se manifeste, une certaine lassitude. On décide le maintien d'une «permanence» pendant les vacances universitaires et la participation de délégations genevoises à des rencontres avec des étudiants allemands, italiens, français et suisses.

*Neuchâtel: crise ministérielle et amorce de la contestation*

Après l'affrontement vif mais encore immature de Fribourg et l'ampleur du mouvement genevois, les événements qui se sont déroulés à Neuchâtel et à Lausanne apparaissent comme de simples péripéties.

A Neuchâtel, rien n'annonce d'abord la contestation. Les numéros de février et de mai de la «Tribune universitaire», organe de la Fédération des étudiants neuchâtelois (FEN), insistent sur l'affaire des «Jeunes Rives» (des terrains gagnés sur le lac et accordés d'abord par la Ville à un centre commercial et à diverses installations sportives, alors que l'Etat les avait destinés à l'Université). Les étudiants font là cause commune avec les autorités universitaires, qui finiront par remporter la partie.

A la fin du semestre d'hiver, le vice-président de la FEN pour les affaires universitaires nous énumère ses principales préoccupations: problème des débouchés, participation des étudiants aux décisions qui les concernent, transformation des bourses en allocations automatiques selon le modèle genevois. Dans son rapport d'activité d'avril, la FEN demande avec fermeté le droit à la cogestion. L'association, où l'ASU détient la majorité, entretient de bonnes relations avec les autorités universitaires. Relations que facilite grandement le recteur Maurice Erard, très ouvert et très compréhensif à l'égard des étudiants. «Pas de problème de ce côté-là, nous a dit un jour un membre du bureau de la FEN, nous avons un recteur de gauche.» Il fallait dire plutôt «progressiste» ou «d'avant-garde». Mais la remarque est significative.

Pourtant l'Université de Neuchâtel fait aussi sa révolution. La décision de l'ASU de se retirer du bureau plonge la FEN dans une crise. Le 7 mai, l'assemblée générale des étudiants est incapable de se donner un exécutif. Une semaine plus tard, sur l'initiative de deux ou trois étudiants et d'un professeur, a lieu une manifestation de solidarité avec les étudiants français. C'est le 14 mai. Plus de 800 jeunes, étudiants surtout descendent dans la rue. Et tandis que la FEN tente de mettre un terme à la «crise ministérielle» qui l'affaiblit, naît un nouveau groupe, émule du CADE genevois: le Comité d'action pour la réforme universitaire (CARU). Adoptant les mêmes formes de discussion libre et d'action directe, le CARU décide, dans un premier temps, de soulever un certain nombre de problèmes touchant directement l'étudiant: cogestion, statut des professeurs (certains professeurs exercent une activité professionnelle en dehors de l'Université et au détriment de leur enseignement, d'autres ne donnent leurs cours que de manière sporadique; le principe du professeur nommé «à vie» est mis en cause), formes et contenus des cours, séminaires et examens. Comme l'AGE à Genève, la FEN (qui s'est finalement donné, le 20 mai, un bureau et un président) est rapidement dépassée par le mouvement marginal.

Moins avancé que le CADE, le CARU s'est proposé d'étudier pendant l'été les problèmes de l'enseignement en fonction de son rôle et de sa finalité au sein de la société. Cette réflexion doit déboucher sur une activité élargie à la rentrée d'automne: formation de cellules de travail aux différents niveaux de l'enseignement, contacts entre ouvriers et étudiants, constitution de groupes de discussion libre à l'Université, information de la cité.

Pour Neuchâtel, le dernier semestre d'été n'a été qu'une amorce, en raison de l'absence de véritables «points d'accrochage» concrets: le sort d'une kermesse — supprimée par le vice-recteur à la suite d'une opération «affiches» dans les corridors de l'Université, puis rétablie par le recteur — est un prétexte vraiment trop futile pour susciter une contestation sérieuse.

### *Lausanne: réactions en chaîne*

Les étudiants lausannois sont restés très calmes jusqu'au 13 mai, date choisie pour une manifestation en faveur des étudiants de France. Un calme extérieur, car l'orientation de l'AGE de l'Université de Lausanne est nettement plus progressiste et, par nature, plus contestante que celle des associations générales de Genève et de Fribourg. Dès la disparition de l'Action syndicale universitaire, il y a trois ans, l'AGE a pris sur elle de représenter également les tendances de cette organisation. Cette politique et ses rapports avec les associations de facultés lui permettront de garder un contrôle relatif au cours du semestre d'été et de n'être pas débordée par une aile

gauche extraparlementaire. Ce qui n'ira pas sans tension, notamment avec les facultés.

Les préoccupations de l'AGE lausannoise, avant la crise française de mai, se cristallisent sur deux sujets: la réforme du rectorat (l'Université de Lausanne a mis au point une formule analogue à celle adoptée à Genève pour mettre fin à la succession trop rapide des recteurs) et l'Université de Dorigny, dont la construction va débuter très prochainement. Cela ne signifie pas que les questions touchant l'enseignement et les structures universitaires soient laissées de côté. En janvier dernier, le président de l'AGE Francis Luisier nous exposait tout ce qui se faisait, en particulier au niveau des facultés, pour repenser la forme et le contenu de l'enseignement. Il nous parlait aussi cogestion, tout en adoptant alors une attitude personnelle assez modérée: «Je ne suis pas un fanatique de la cogestion. Je souhaite simplement que les étudiants puissent participer aux discussions et non qu'on leur demande leur avis lorsque la décision est prise. En d'autres termes: des discussions plus ouvertes, au Sénat et en commissions, une meilleure information et des relations institutionnalisées.»

Cette attitude n'a guère évolué à Lausanne, par rapport au saut radical accompli à Genève. Le principe d'une cogestion «tempérée» — par le moyen d'une commission mixte comme le Groupe paritaire de travail proposé par le recteur Edouard Mauris — semble satisfaire pour l'instant les représentants des étudiants lausannois, à condition que ce système soit encore rodé et surtout développé. Les autorités politiques et universitaires ne font d'ailleurs pas preuve d'immobilisme (le retentissement des événements genevois et français n'y est pas pour rien!). Des étudiants sont invités à des réunions de commissions parlementaires, en particulier sur Dorigny et sur la fédéralisation de l'Ecole polytechnique (EPUL).

Les Jeunesses progressistes, en revanche, ne veulent pas de ces relations. Un de leurs membres déclare en juin à la «Gazette de Lausanne»: «Ainsi comprise, la cogestion est destinée à s'instaurer entre des autorités-spécialistes et des étudiants-spécialistes. C'est pourquoi nous refusons la cogestion et pensons que l'étudiant ne doit pas se laisser enchaîner au système. Il ne s'agit pas de gérer mieux l'Université existante, ni de dialoguer n'importe comment, mais de voir que cette Université renvoie à une réalité socio-économique dont elle est l'émanation et que nous refusons.»

En dépit de ces discussions, le semestre d'été est moins «chaud» que dans les autres universités romandes. Après la manifestation de solidarité du 13 mai (suivie d'une réunion à l'Aula) deux nouvelles assemblées ont lieu les 22 et 31 mai. La dernière répond au vœu des étudiants progressistes de former des groupes interfacultés pour discuter: les méthodes d'enseignement et la transmission du savoir; la formation professionnelle et l'adaptation à la profession; le contrôle des études et la sélection (examens, orien-

tation); les structures des études universitaires (division en facultés). La leçon de Genève a été entendue. Il n'est d'ailleurs pas sans intérêt de préciser que lors de la réunion du 22, des étudiants genevois sont venus parler de leur expérience. Les contacts entre étudiants romands sont fréquents. Il ne faut pas s'étonner des réactions en chaîne.

Un dernier mot, pour mémoire: lors de la grande kermesse populaire organisée à Lausanne le dernier week-end de juin, des jeunes portent la contestation sur la place publique. Le style en est très violent. Mais s'agit-il encore d'agitation estudiantine?

*Volonté de vivre une expérience propre*

L'exposé des événements qui se sont déroulés dans chacune des quatre universités romandes permet d'introduire quelques distinctions. A Fribourg et à Genève, l'agitation estudiantine est partie de situations concrètes. Mais les étudiants ont rapidement dépassé le cadre des revendications matérielles (taxes de cours et allocations d'études). Il est caractéristique que les réponses rassurantes données à Genève par l'Etat à propos des allocations n'aient nullement enrayé le mouvement. Les étudiants voulaient davantage.

A Neuchâtel et à Lausanne, en revanche, aucun véritable «point d'accrochage». L'agitation s'est simplement greffée sur les événements genevois et français. Elle a immédiatement débouché sur une contestation générale et fraîchement découverte. Contestation qui s'est donc exprimée, sur le plan romand, avec une intensité variable selon les universités. Et à l'intérieur des universités selon les facultés.

Il est clair que l'ampleur du mouvement doit beaucoup aux événements de France. L'attitude des étudiants romands à cet égard mérite pourtant d'être signalée. Lorsqu'éclate à Genève la protestation du CADE, la France n'est pas encore en proie aux troubles. Mais Rudi Dutschke a lancé déjà en Allemagne sa «révolution culturelle». Or à aucun moment, les étudiants genevois n'ont voulu exploiter (même au niveau du slogan!) le nom de l'étudiant berlinois. Nous avons pu relever une volonté très claire de vivre une expérience propre dans des circonstances particulières. Volonté que nous avons retrouvée dans les autres universités romandes. Alors que les étudiants progressistes de Zurich avaient invité Dutschke et que ceux de Bâle s'étaient préparés à recevoir Daniel Cohn-Bendit...

Ces quelques nuances et ces quelques variations devaient être mentionnées. Elles n'empêchent pourtant pas de mettre en rapport tout ce que les différents mouvements romands ont de commun entre eux et avec ceux d'Allemagne, d'Italie et de France. Les motifs d'agitation sont occasionnels, ils changent selon les cas. Mais la coïncidence des mouvements estudiantins en Suisse et en Europe indique que ces motifs sont superficiels. Ils ont servi

de catalyseurs. Les troubles résultent de causes plus profondes, dévoilées à partir de la critique visant le vieillissement des structures et du mode de l'enseignement universitaire. La Suisse romande a découvert le style nouveau de la contestation estudiantine à travers l'expérience genevoise, qui a servi (et servira peut-être encore) de modèle aux autres universités et dont l'analogie avec le mouvement français est évidente. Il convient d'en analyser brièvement quelques aspects.

*Un style et un contenu nouveau*

C'est la *manière* qui frappe d'abord l'observateur habitué aux formes traditionnelles de la démocratie occidentale. Le principe de la délégation des pouvoirs est abandonné: l'assemblée elle-même, par la discussion libre, se constitue comme «lieu du pouvoir». L'association générale officielle (qui groupe automatiquement tous les étudiants immatriculés) n'est plus considérée comme représentative. Sont qualifiés de représentatifs les étudiants actifs. Les techniques de la dynamique de groupe et la Révolution culturelle chinoise ont inspiré cette nouvelle doctrine. Une définition parfaite en a été donnée par André Rouède dans le numéro que la revue française «Esprit» a consacré aux événements de mai: «Les absents se désintéressent du mouvement. Donc les présents sont représentatifs. Les absents n'ont même pas tort: ils ne comptent pas. La minorité agissante l'emporte sur la majorité amorphe. Elle se transforme par l'action en majorité.»

Le meeting permanent suscite un véritable tourbillon d'idées. Toutes ne sont pas fécondes. Le débat peut atteindre des sommets comme il peut échouer lamentablement. Nous avons assisté personnellement à plusieurs réunions du CADE et du «Mouvement du 17 mai». Nous avons été impressionné en premier lieu par un extraordinaire besoin d'expression, d'échange, de découverte humaine, par une soif de communication. L'aspect informel des réunions implique une grande générosité et un profond respect de «l'autre»: chaque étudiant, même le plus obscur des obscurs, peut se lever, prendre la parole, être écouté. A Genève, le résultat de ce jaillissement fut parfois assez percutant, voire émouvant. Ce fut le cas notamment des assemblées du «Mouvement du 17 mai», où l'on sentit passer entre les étudiants et les jeunes travailleurs un courant de fraternité réel et absolument neuf. En d'autres occasions, les discussions tournèrent court (sans pour autant cesser...) et sombrèrent dans le verbalisme, la confusion intellectuelle, l'agressivité gratuite.

La «présidence» de ces réunions est délibérément très mouvante. Au départ, le mouvement est lancé par des membres de l'ASU et les premières assemblées sont conduites par eux. Mais d'autres étudiants (actifs précisément) viennent les rejoindre et les meneurs changent d'une fois à l'autre

et même au cours de la même réunion. Leur fonction est de provoquer plutôt que de guider.

Ces assemblées entendent déboucher sur une *action* (manifestation de rue, distribution de tracts, etc.). Une action directe qui trouve sa finalité en elle-même. L'exemple genevois est typique: les jeunes manifestent contre les Journées de la Défense nationale, puis contre les mesures prises par la police pour maintenir l'ordre. Le principe est donc de découvrir à chaque stade l'aliment nécessaire à la poursuite de l'action. La continuité est formellement assurée par des «permanences», cercles larges ou restreints, de composition variable, siégeant (parfois 24 heures sur 24) en des endroits déterminés. Le lieu de prédilection du CADE genevois fut le Centre universitaire catholique, proche de l'Université.

La contestation a trouvé, en Suisse romande comme partout ailleurs, un terrain plus favorable dans les facultés de *sciences humaines*. Il n'est pas faux de parler d'une «révolution de sociologues». Pour deux raisons. La première est «externe»: les étudiants en sociologie, très nombreux dans nos universités, sont les plus menacés par le sous-emploi. Les débouchés sont encore rares et peu de jeunes licenciés peuvent entretenir l'espoir d'accomplir dans une profession le savoir qu'ils ont acquis à l'Université. Ce qui est vrai pour les sociologues l'est aussi pour d'autres étudiants en sciences économiques et sociales, pour ceux en psychologie et, dans une moindre mesure semble-t-il, pour ceux en lettres.

Mais la part prépondérante prise par les étudiants en sociologie a aussi une raison «interne» qui nous semble plus importante: l'usage fait par notre société de leur science leur paraît corrompu. Alors qu'ils apprennent à établir des diagnostics pour guérir, on leur demande souvent de connaître la maladie pour l'exploiter. Les études de marchés, les enquêtes sur les besoins, les sondages d'opinion deviennent des instruments de manipulation au service de toutes les formes de pouvoir. Citons encore «Esprit»: «On gouverne sans nous mais grâce à une certaine part de nous-mêmes qui nous a été soutirée afin d'être soumise à l'analyse. Il y a donc un problème du rapport des sciences humaines avec leur objet. Ce qu'il nous faut, ce sont des sciences humaines qui accroissent nos moyens d'action et non les moyens d'action sur nous; les résultats des enquêtes doivent revenir aux enquêtés en priorité, être réintégrés dans la vie sociale afin de dissiper les illusions et de démonter les idéologies» (Paul Thibaud). Découverte proche des conclusions du philosophe dont il est difficile de taire le nom dans une telle étude: Herbert Marcuse.

On ne peut parler de l'origine du mouvement sans évoquer aussi son aspect *politique*. A Genève — et c'est caractéristique — le CADE n'est pas né spontanément mais grâce à l'impulsion calculée de l'Action syndicale universitaire, dont les options politiques progressistes sont notoires. Et

parmi les leaders du CADE et du «Mouvement du 17 mai», plusieurs appartiennent aux jeunesses socialistes, à celles du Parti du travail, à l'aile gauche des jeunesses chrétiennes-sociales. Mais la teinture politique (au sens commun) se dissout à mesure que le mouvement prend de l'ampleur. La signification des assemblées et des manifestations est politique mais elle n'est pas partisane. La contestation est apportée dans l'université et dans la société dite «de consommation» par des fils de bourgeois plus que par des membres de «l'appareil». Quelque chose de particulier les meut qui est la découverte commune d'une situation intolérable dont toute la société, l'Etat, l'Eglise, les partis (et même les partis de gauche), les syndicats, bref toutes les institutions sont plus ou moins responsables ou complices.

Cela explique que le CADE se soit situé résolument en marge des structures, ignorant l'Association générale des étudiants et refusant de participer aux élections. Il est resté extrêmement vigilant à l'égard des cautions extérieures et la plupart du temps démagogiques, craignant visiblement une «récupération» du mouvement par les organisations politiques ou syndicales en place.

On l'a dit et répété à propos de l'Italie, de l'Allemagne, de la France: au-delà des critiques adressées à l'Université, à son style dépassé, à ses schémas vieillis, c'est la *société* — dont l'université est solidaire — qui est visée. Cela est vrai aussi pour les étudiants romands progressistes.

Nous avons évoqué, au hasard des différents mouvements romands, quelques-uns des objectifs qu'ils se sont proposés: véritable démocratisation des études universitaires (et donc de tout l'enseignement), participation des étudiants à la définition de la forme et du contenu de l'enseignement, abolition de la hiérarchie professeur-étudiant (mais la domination ne renaît-elle pas de l'exercice même de l'enseignement? Il faudrait donc la contester dès qu'elle apparaît, tout en reconnaissant qu'il est inévitable qu'elle se manifeste). La diminution, voire la suppression des cours ex cathedra, la multiplication des séminaires, la remise en question du système des examens, la cogestion ou, plus encore, la transformation de l'Université en meeting permanent (où la «base» des professeurs et des étudiants aurait pouvoir de décision) sont les expressions plus immédiates d'une transformation si radicale qu'elle ne peut passer que par une crise globale de l'Université.

Cette critique de l'enseignement universitaire n'est pas aussi neuve qu'il pourrait paraître au premier abord. Depuis plusieurs années en effet, elle est en gestation au sein de l'Action syndicale universitaire, dont les nombreux travaux et rapports annonçaient le coup de tonnerre qui vient d'éclater.

Si l'on a compris en général ce que les étudiants disaient rechercher dans les limites de l'Université, il est apparu plus difficile de les suivre lorsqu'ils ont parlé de mettre en crise la société en s'attaquant à son mode de gestion, dont la règle est le rendement économique. Vous contestez, leur a-t-on

objecté, vous voulez détruire ce qui existe, mais que proposez-vous? Même compréhensifs, les interlocuteurs des étudiants s'achoppent toujours à la question des objectifs concrets, ou plutôt des solutions de remplacement. En fait, les étudiants se soucient peu d'institutionnaliser leur révolte, ils se méfient du réformisme, ils croient que la destruction même d'un monde mauvais porte en elle le germe d'un monde meilleur, que la société nouvelle naîtra spontanément de la ruine de l'ancienne, parce que les rapports entre les hommes seront changés.

A cette question des buts on peut d'ailleurs opposer la réplique de Paul Thibaud: «Cette révolte est dite «sans but». Il est vrai qu'elle n'a pas devant elle des programmes élaborés. Mais c'est la société qui n'a pas de but. Sa politique, son économie ne sont que médecine et diététique; on veille au fonctionnement des organes, on ne se soucie pas des raisons de vivre. Les injustices les plus massives (abrutissement du travail parcellaire, désespoir paysan, faim généralisée dans le tiers monde...) ont fini par sembler naturelles, ou du moins sans remède. La société de consommation est la société du découragement, tout entière orientée vers l'accumulation des moyens, la satisfaction boulimique des «besoins» et non vers le libre développement des hommes. Dans la révolte, le but est sans cesse présent, comme recherche et comme sens; dans la société fonctionnelle la préoccupation en est sans cesse ajournée.»

*Une prise de conscience*

La contestation n'a-t-elle été, en Suisse romande, qu'une flambée éphémère? Les étudiants affirment leur volonté de poursuivre leur action. Ils mettent à profit les vacances d'été pour «préparer la rentrée». L'automne ne sera pas sans histoire. La portée des événements dépendra pourtant de trop de facteurs (et tout d'abord de la situation en France et en Europe en général) pour qu'il soit possible de l'apprécier déjà. Le bilan que l'on peut tirer de l'agitation de ce printemps n'est donc qu'un bilan provisoire. Nous le résumerons par ces mots: une prise de conscience. Il n'est pas étonnant que l'on ait assisté après Pâques à la naissance d'un curieux et peu élégant néologisme: «conscientiser», c'est-à-dire rendre conscient.

La «révolution» a avorté partout, même en France. Mais des centaines, des milliers peut-être de jeunes Romands, étudiants et travailleurs, ont appris qu'ils toléraient passivement (l'abstentionnisme politique étant l'une des formes de cette passivité) une situation insupportable. Ils ont appris qu'une possibilité de contestation existait en dehors du communisme, de ses slogans sclérosés, de son prétendu monopole révolutionnaire. Cette découverte sera-t-elle un ferment véritable? La société devrait en tout cas la considérer moins comme une menace que comme un avertissement.